



LIBERTAIRES

- Bimestriel de la Coordination des Groupes Anarchistes -

- N° 52 -

- Mars 2005 -

- 0,5 € -

Refusons ce monde armé!

NON A TOUTES LES GUERRES !

La société libérale a adapté son langage et sa logique de développement aux effets et aux modes des médias afin que les réalités et concepts anciens offrent des sens nouveaux : des habits neufs pour la vieille réalité aliénante. C'est à un lissage de notre " mal vivre " que nous sommes conviés. Au point que l'amertume des mesures anti-sociales fait place au miel dont se gavent les exploités !

Auparavant, la guerre représentait une lutte armée entre deux ou plusieurs clans, nations ou Etats. Elle consistait, pour chacun des adversaires, à **contraindre l'autre à se soumettre.**

Elle nous renvoyait à des périodes de barbaries, des cortèges de morts et d'éclopés, des moments privilégiés d'exaltation de **tout ce que les pouvoirs entretiennent de dictature !**

Ce contenu dictatorial qu'induisent toutes les idéologies autoritaires a trouvé un vaste champ d'expression. En Russie, il fût même question de " communisme " de guerre et de " **militarisation** " des syndicats. Merci à Trotsky pour cette contribution armée à la " libération " des peuples.

Au cours du XXème siècle, les nations dominantes se sont servies des guerres pour pérenniser leur maîtrise des situations sociales et politiques existantes et leur leadership sur les continents, les régions économiquement intéressantes. La guerre est venue transcender certains conflits sociaux, nés de la division de la société en classes, afin qu'ils se muent en affrontements entre nations, entre religions et/ou communautés...

Aujourd'hui, à l'heure de l'internet et du haut débit, toutes les idéologies qui se partagent le Monde, s'accordent pour nous distiller qui de la guerre préventive, qui de la guerre propre, ...des frappes " chirurgicales ", des soldats de " la paix " etc...

La militarisation infiltre nos vies de manière insidieuse. A l'école elle envahit les étagères des documentalistes. Dans les médias, la violence s'installe par le biais de séries hollywoodiennes et de pubs qui virilisent les épopées militaristes. Dans les jeux vidéos, où l'alibi professionnel justifie les scènes de barbarie et les massacres de civils. Dans la recherche, amputée de ses dotations quand elle est publique et gavée des mannes de l'Etat quand elle est militaire.

Il ne faut pas oublier les armées qui répriment les manifestations, les insurrections et les révoltes populaires. Elles emploient toute la panoplie des gadgets meurtriers, de la balle en caoutchouc aux blindés, en passant par la mitrailleuse... L'ordre social, l'ordre de l'Etat et des bourgeois est à ce prix !

Dans ce contexte, le libéralisme pense à former ses futurs dirigeants aux nouvelles données de la militarisation sociétale. Une Ecole de Guerre Economique a été fondée et il y est enseigné que *la notion de guerre, si elle signifie un affrontement entre puissances, légitime alors le passage de l'économie de marché à l'économie de combat.*

Pichot-Duclos, un des fondateurs de l'école, qui a consacré trente années de sa vie à la cause militariste, a édité " **Les guerres secrètes de la mondialisation** ". Un ouvrage où sont décortiquées les nouvelles techniques agressives de conquête des marchés. Ainsi " **le vieux rêve prométhéen de domination de la planète** " viendra couronner le vainqueur de la guerre pour la maîtrise des connaissances... Et l'ancien général de nous servir que, " face à la guerre terroriste qui déferle sur tous les pays nantis, gavés... " il est

bon d'opter "...*pour une puissance virile fondée sur la maîtrise de l'intelligence plutôt que pour une démocratie molle*"...

Le Monde armé est l'aboutissement de toutes les idéologies autoritaires. C'est la touche finale que la galerie des monstres qui nous gouvernent porte à l'agencement d'un monde inégalitaire, fait pour les riches contre les pauvres ! Et, de ce monde nous n'en voulons pas... Nous n'en avons jamais voulu !

A n'importe quelle guerre nous préférons l'alternative dynamique de la lutte des classes. Celle qui nous conduit à construire un monde nouveau, débarrassé de l'exploitation, de l'aliénation et de ses vieux démons bellicistes.

En quelque sorte, une lutte pour une vie digne, faite d'êtres sensibles, intelligents, solidaires et égaux.

Nous refusons le Monde armé que les politiciens et capitalistes nous imposent.

Nous luttons pour un Monde pacifique et libertaire... Pour un autre futur...

G.P.A.

Contre les Protocoles Armée - école, Réactivons les luttes

Dans le cadre de la professionnalisation des armées, décidée par le Président de la République, et pour remplacer le service militaire obligatoire, la loi du 28 octobre 1997 a créé un ensemble d'obligations s'adressant à tous les jeunes Français, garçons et filles.

Cette réforme a institué un nouveau "service national" en instaurant un "parcours de citoyenneté", autour d'un objectif simple : susciter une prise de conscience collective des devoirs que tout citoyen a, envers l'effort de défense nationale.

Cette participation à la défense nationale se traduit par 3 étapes obligatoires qui comprennent l'enseignement de Défense, le recensement, et enfin la JAPD (Journée d'Appel de Préparation à la Défense).

La première étape de ce parcours est constituée de l'enseignement de défense. L'article L. 114-1 du code du service national prévoit que les principes et l'organisation de la défense nationale et de la défense européenne font l'objet d'un enseignement obligatoire dans le cadre du programme des établissements du second degré des premier et second cycles. Cet article précise que "cet enseignement a pour objet de renforcer le lien armée-Nation tout en sensibilisant la jeunesse à son devoir de défense", et trouve très naturellement sa place dans les programmes d'histoire, de géographie et d'éducation civique.

La deuxième étape du parcours de citoyenneté est l'obligation faite à tous les jeunes Français (filles et garçons) de se rendre à leur mairie à l'âge de 16 ans pour se faire recenser.

La Journée d'appel de préparation à la défense est la troisième étape du "parcours de citoyenneté". La participation à cette journée est obligatoire, ou plutôt assortie d'un système d'incitation forte, prévu par l'article L. 113-4 du code du service national. Ce dernier prévoit que les jeunes gens doivent être, entre 16 et 25

ans, en règle vis-à-vis des obligations du code du service national pour pouvoir s'inscrire aux examens soumis à l'autorité publique. Les jeunes ne s'étant pas faits recensés ne peuvent pas passer des examens scolaires tels que les diplômes professionnels ou le baccalauréat, ni même passer l'examen du permis de conduire !

On le voit, la politique conduite par le ministère de la défense en direction de la jeunesse vise à mieux faire connaître le rôle de l'armée dans la société, développer l'esprit et la culture de défense notamment dans les établissements scolaires - enseignement de défense institué par la loi n° 97-1019 du 28 octobre 1997 portant réforme du service national et auprès des acteurs des politiques publiques pour la jeunesse -

Quelle perspective pour une éducation émancipatrice, pour des idéaux de paix, de justice, d'égalité, de solidarité et de liberté !

Autour de cet objectif, le ministère de la défense organise aussi dans le cadre de ces fameuses JAPD, une information auprès des jeunes sur les missions de la défense, produit des outils et supports pédagogiques ...suite page 2...



Infos&Analyses Libertaires

SOMMAIRE

Page 2

Guerre aux fauteurs de guerre

Page 3

**Défense nationale, défense du capital !
Quand l'armée maintient l'ordre.**

Page 4

Guerre Humanitaire

Infos diverses

Contacts C.G.A.

...suite de la page 1...

(expositions, brochures, plaquettes, mal-
lettres pédagogiques ...) notamment dans
le domaine de l'information historique,
organise des concours destinés aux jeu-
nes, soutient, finance et accompagne des
projets éducatifs (sic) dans le cadre d'un
partenariat avec le ministère chargé de
l'éducation nationale (circulaire conjointe
du 6 juillet 2001), en liaison avec des
associations du monde combattant, des
associations liées au monde de la défen-
se ou des collectivités territoriales, et
enfin, aide à la formation initiale et conti-
nue des enseignants soit au niveau natio-
nal, soit au niveau académique dans le
cadre de l'activité des trinômes acadé-
miques, instance mise en place par les
protocoles défense - éducation nationale.

Objectons à l'esprit de défense !

Les programmes scolaires rendent obliga-
toire l'étude des questions de défense,
prolongent et renforcent les protocoles
armée-école. Les échanges entre ensei-
gnants et militaires, la reconversion pro-
fessionnelle des militaires dans l'ensei-
gnement, la propagande sur les "métiers"
de l'armée, permettent de mettre au goût
de la DIRCOD (Délégation à l'information
et à la communication de la défense) l'his-
toire, la morale, le civisme.

Les jeunes filles sont fichées depuis 2002
lors de la JAPD. Ce n'est plus seulement
l'école laïque qui est considérée par l'ar-
mée comme un terrain de manœuvres,
mais toute la société.

De plus, avec ses films démagogiques et
propagandistes sur les professionnels du
maintien de l'ordre social et international,
l'armée se présente sous un volet " *huma-
nitaire* " et comme une alternative au chô-
mage. Or, être militaire n'est pas un
" *métier* " comme les autres : **il contribue à
la destruction de l'Homme et de la
société.** Quant aux militaires " *reclassés* ",
ils cumulent outrageusement retraites et
salaires d'emplois réservés (notamment
dans la fonction publique).

Il nous faut informer et lutter jusqu'à
obtention de l'abrogation des protocoles
armée-école, refuser l'endoctrinement
militariste dès l'école et l'ingérence des
**militaires dans les programmes scolar-
es** et dans la formation des enseignants.

Il nous faut également en finir avec la jour-
née " *d'Appel de préparation à la défense* ".
cette journée, dernier fossile de la cons-
cription qui exalte l'esprit de défense et
qui s'inscrit dans la continuation de l'or-
donnance du 7 janvier 1959 (réquisition
des biens et des personnes dès le temps
de paix).

Ce n'est pas à des militaires de délivrer un
quelconque brevet de citoyenneté.
L'esprit critique, le libre examen de cons-
cience, la fraternité et la paix ont tout à
perdre dans cette propagande pour le
recrutement des soldats de métier et l'em-
brigadement des mentalités.

Il est utile enfin de rappeler que le recen-
sement de mineurs constitue une violation
de la Déclaration des droits de l'enfant
ratifiée par la France (Art.29-1-c).

A bas toutes les armées, a bas toutes les guerres !

Bertrand

Groupe " les Fédérés " - Auch

Guerre aux fauteurs de guerre



Ce début de siècle réunit plus que jamais
les conditions de conflits majeurs qui met-
tent en danger l'avenir même de l'espèce
humaine, mais il n'est pas besoin de crain-
dre le pire pour **lutter contre le militarisme.**
La simple solidarité avec les millions
de personnes victimes des conflits actuels
se suffit comme raison d'agir. Nous, anar-
chistes, sommes dépourvus d'attitudes
schizophréniques face à la guerre. **Nous
ne connaissons pas de guerre juste,** au
sens où la violence nous éloigne toujours
de notre idéal de société, et nous nous
sitons définitivement du côté de la paix.
Ceci étant posé, et le monde allant comme
il va, il est particulièrement important de
porter un regard très critique sur l'incroya-
ble décalage existant entre les discours
pacifistes de nos « démocraties » et leurs
attitudes belliqueuses. Ce décalage est
symbolisé par l'adage imbécile suivant: «
Qui veut la paix prépare la guerre ». Cet
adage romain n'est pas humain, car **la paix
n'est pas le fruit de la guerre.**

Remarquons tout d'abord que la guerre est
l'apanage des Etats, et une nécessité pour
eux s'ils souhaitent conserver et dévelop-
per leurs pouvoirs politiques et écono-
miques. Parmi les Etats du monde, à peu
près tous entretiennent des moyens militai-
res, même si certains occupent une place
de choix, ayant eu l'opportunité de prendre
une longueur d'avance en terme d'équipe-
ments militaires.

Remarquons aussi que quand les états ne
peuvent plus cacher leurs projets guerriers,
ce sont des millions de personnes qui
manifestent leur écoeurement de par le
monde. Est-il une cause qui réunit autant
les gens que la paix? Personne ne veut de
la guerre, et pourtant, nos bons démocr-
ates n'en ont cure. Leurs appétits de profit et
de pouvoir passent avant nos justes aspi-
rations à la paix et au respect des peuples
qui nous entourent. Ce constat permet de
réaffirmer que le mode de contestation «
soft » qui consiste à défiler en masse, le
même jour, dans les rues de plusieurs
capitales mondiales, est inopérant.
L'attitudes des USA et de leurs alliés suite
aux manifestations mondiales d'opposition
à la guerre en Irak en est une preuve écla-
tante.

Remarquons enfin qu'un enjeu majeur
pour les Etats et leurs alliés capitalistes
tirant leurs profits de l'industrie militaire est
de faire en sorte que les peuples ne se
révoltent pas contre ce monde militarisé
par eux. Il s'agit pour les Etats de présen-
ter leurs projets militaires comme des opé-
rations « pour la paix », et pour les indus-
triels de l'armement, de faire taire les
média. Pour cela, il leur suffit de devenir
propriétaire des grands groupes de presse.
Avec Lagardère et Dassault, La France est
championne dans ce domaine, et ce n'est
pas l'entrée récente d'Edouard de
Rothschild dans le capital de Libération qui
va orienter la ligne éditoriale de ce journal
dans une direction antimilitariste.

Si la presse dominante n'est pas dans le
camp des antimilitaristes, il en va de même
de la classe politique européenne qui tente
de nous convaincre des bienfaits de la
constitution à venir. En effet, si les Etats
Européens ne se font plus la guerre, le

phénomène est récent (à l'échelle huma-
ine), mais la volonté de demeurer ou deve-
nir une puissance militaire est claire. Voici
ce qui est dit dans l'article 1-41 de la consti-
tution Européenne à venir: « *Les États
membres s'engagent à améliorer progres-
sivement leurs capacités militaires. Il est
institué une Agence dans le domaine du
développement des capacités de défense,
de la recherche, des acquisitions et de l'ar-
mement (l'Agence européenne de défen-
se) pour identifier les besoins opération-
nels, promouvoir des mesures pour les
satisfaire, contribuer à identifier et, le cas
échéant, mettre en oeuvre toute mesure
utile pour renforcer la base industrielle et
technologique du secteur de la défense,
participer à la définition d'une politique
européenne des capacités et de l'arme-
ment, ainsi que pour assister le Conseil
dans l'évaluation de l'amélioration des
capacités militaires.* » et ceci afin « *d'as-
surer le maintien de la paix, la prévention
des conflits et le renforcement de la sécuri-
té* », ce qui va de soi, et ne va pas à l'en-
contre de l'OTAN comme on pouvait s'y
attendre.

Face à ce nouveau rival que pourrait à
terme constituer l'Europe, et en vue de
demeurer la référence mondiale en terme
de puissance militaire, les USA ont dans
leur cartons un projet de militarisation de
l'espace, rien que ça! , projet qui consiste
en gros à installer dans l'espace des missi-
les nucléaires et leurs systèmes de guida-
ge, dans le but de pouvoir « *punir* » très
rapidement les « *ennemis* » refusant d'ob-
tempérer (voir
[http://www.puaf.umd.edu/faculty/papers/fet-
ter/Glaser.pdf](http://www.puaf.umd.edu/faculty/papers/fetter/Glaser.pdf))

Quant aux futurs ennemis, certains sont
déjà clairement désignés, comme l'Iran,
mais ne doutons pas que les lobbies milita-
ro-industriels de nos pays riches sauront
en désigner d'autres à leurs gouverne-
ments respectifs au grès des nécessités
d'écoulement de leurs produits mortifères.

Dans ce contexte mondial déséquilibré
militairement depuis l'écroulement du bloc
URSS, les recompositions vont bon train.
Si l'Inde affiche une volonté claire d'accen-
tuer sa collaboration avec son client Israël,
le conseiller à sa sécurité nationale,
Brajesh Mishra, ne préconise rien moins
que la création d'une triade Etats-Unis-
Israël-Inde pour combattre le terrorisme...

La Russie et la Chine, de par leurs puis-
sances respectives, sont à classer parmi
les pays encore susceptibles de s'opposer
militairement aux USA. A ce sujet, le cas
des événements de fin 2004 en Ukraine,
est riche d'enseignements:

Sans revenir sur les détails de cette som-
bre affaire de manipulation politico-média-
tique, disons que L'Ukraine a été le théâtre
d'une guerre de basse intensité menée par
les partenaires de l'OTAN, une intervention
militaire étant encore trop risquée aux fron-
tières de la Russie. Les enjeux les plus évi-
dents étaient les suivants: Rattacher
l'Ukraine à l'Otan pour freiner la résurgen-
ce de la Russie sur la scène internationale.
Contrôler que l'acheminement du pétrole
depuis les pays du Nord contourne bien la
Russie. Garantir que le capital américain
puisse s'emparer des secteurs rentables et
de pointe du pays. Gagner un client pour le
secteur militaro-industriel occidental. Le
bénéfice pour le peuple Ukrainien, lui, est
bien mince: Le nouveau président
louchtchenko est un pilier de l'establish-
ment politique qui fut Premier ministre, pré-
sident de la Banque nationale, et qui occu-
pait donc des positions de pouvoir dans
l'ancien régime. Sa coalition « *Notre
Ukraine* » est alliée au bloc « *Patrie* » (natio-

nal-populiste) qui comprend d' authen-
tiques fascistes en son sein. L'attitude de la
plupart des média français, tentant de nous
présenter les événements d'Ukraine
comme une avancée démocratique alors
qu'ils savaient précisément ce qu'il se pas-
sait, est simplement ignoble. (voir:
<http://oclibertaire.free.fr/ca145.html>)

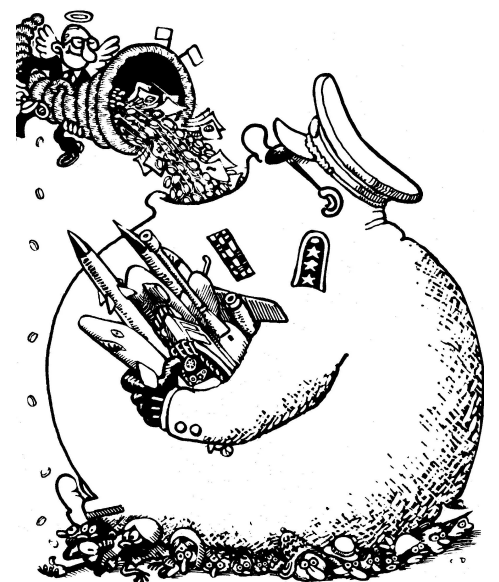
Le peuple Irakien n'a pas eu la chance
d'une guerre aussi « soft » qu'en Ukraine.
Il s'est agi là pour les USA de s'emparer à
la fois de ressources pétrolières, et d'un
territoire au coeur d'une zone du monde à
maîtriser absolument. Après 1 million de
mort ou plus et des années de souffrance,
les Irakiens auront le privilège de voir leur
territoire transformé en une plate-forme
militaire américaine. Applaudissons encore
les démocrates.

La France, "opposée" à la guerre en Irak,
propose à présent de contribuer à hauteur
de 2 millions d'euros à la formation dans
ses gendarmeries de 1500 militaires
Irakiens. Trop bonne, la France...Bagdad
n'a pas donné suite à l'offre pour l'heure...

L'avenir de l'humanité, à l'analyse des
conflits actuels et à venir (le pétrole s'épu-
ise) ne peut qu'apparaître bien incertain.
Les problématiques d'Amérique du sud
n'ont pas été abordées, ni celles d'Israël et
de la Palestine. L'ouvrage « *Dominer le
monde ou sauver la planète?* » de Noam
Chomsky dresse un tableau détaillé du
militarisme mondial et du désir d'hégémo-
nie des USA.

C'est ce livre qui m'inspire la conclusion
suivante: Si les fauteurs de guerre sont les
pays développés (les USA représentent à
eux seuls 43% des dépenses militaires
mondiales. 15 pays représentent 83% des
dépenses militaires mondiales), les popu-
lations de ces pays, qui ne sont pas
**responsables de leurs gouvernements
assassins,** bénéficient tout de même de
privileges certains en étant nés au bon
endroit et au bon moment. Ils ont en
contrepartie **la responsabilité de lutter
contre tous les projets militaires, plus
délirants les uns que les autres, et contre
leurs instigateurs.** Les moyens devront
se situer au niveau des enjeux. Parions
qu'une sérieuse menace de grève généra-
le illimitée en cas de participation à un
conflit ferait réfléchir bien des présidents,
fussent-ils présidents du pays le plus riche
du monde. **Ce moyen de lutte sera à
notre portée lorsque les gens le vou-
dront bien.** Quant à nous, anarchistes, il
nous appartient de poursuivre une tâche
de propagande antimilitariste sans conces-
sion si nous souhaitons voir un jour une
humanité pacifiée, débarrassée du fléau
des guerres.

Jièmté, Mars 2005



Défense nationale, défense du capital !

Quand l'armée maintient l'ordre.

A quoi sert l'armée ? De nos jours cette question semble faire l'objet d'un certain consensus en faveur d'une réponse très officielle par ailleurs : l'armée sert bien-sûr à « nous défendre » ! Et bien-sûr, ce ne peut pas être par machiavélisme que le ministère qui en est responsable s'appelle le « ministère de la défense ». Et puisque l'armée a pour raison d'être « notre défense », elle a donc pour principale mission d'intervenir à l'extérieur du pays dès que c'est nécessaire à la sécurité nationale voire même pour « assurer le maintien de la paix ». Mais, il y a plusieurs choses qu'il ne faudrait pas oublier.

L'armée est une force de maintien de l'ordre avant tout

Dès les premiers balbutiements du mouvement ouvrier européen, les pouvoirs politiques réagissent avec la troupe, seule force disponible pour contrer efficacement les grèves et tout autres types de soulèvements à caractère social. L'utilisation de l'armée paraît alors évidente tant à l'Etat qu'à ceux directement menacés par les grèves : la bourgeoisie. La question de réprimer « doux ou dur » ne se pose alors pas du tout. L'armée est donc utilisée à chaque grève et manifestation pour arrêter, charger ou tirer sur les manifestants. C'est ainsi qu'en France par exemple, l'armée intervient lors des grèves de Fourmies en 1891 (9 morts), de Châlon en 1900 (3 morts), de Cluzes en 1904 (3 morts), de Limoges, Longwy, Montregard, Paris et Nantes entre 1905 et 1906 (1 ou 2 mort(s) à chaque fois), Narbonne et Perpignan en 1907 (respectivement 7 et 6 morts), Villeneuve Saint-Georges en 1908 (4 morts)...

Mais l'expérience de la commune de Paris, nous en apprend bien plus sur la nature de l'armée. Car, ce soulèvement ouvrier est réprimé par l'armée sous l'autorité des « versaillais » (gouvernement français expulsé de Paris par les insurgés), eux-mêmes avec l'autorisation de Bismarck qui occupe pourtant plusieurs régions françaises. Bismarck alors en position de force sur le gouvernement français, devient son plus fidèle allié dès qu'il s'agit de rétablir l'ordre bourgeois. Ce fait montre combien le maintien de l'ordre intérieur de la nation est prioritaire sur les affaires extérieures. Avant toute conquête militaire d'un Etat ou par un Etat, il faut que chaque classe sociale reste à sa place, que l'ordre règne à l'intérieur. C'est bien parce-que l'insurrection de la Commune allait directement contre les intérêts tant des « versaillais » que des Prussiens, et donc directement contre toutes les guerres, que

la répression fera au moins 25 000 morts. L'armée est par essence une force intérieure de maintien de l'ordre.

Une conception de la répression plus subtile...

Mais la répression sanglante s'avérant relativement inefficace, dans la mesure où elle déclenche parfois des durcissements de mouvements, un débat impulsé par l'armée elle-même envahit l'assemblée nationale au lendemain de 14-18. En effet, certains cadres de l'armée et élus politiques pensent qu'il faudrait créer des forces de l'ordre militaires spécialisées dans la répression sociale. La bourgeoisie est divisée sur la question mais finalement, cette idée sera institutionnalisée dès 1921 avec la création de la gendarmerie mobile, placée sous l'autorité du ministère de la guerre. L'armée affine donc ses « services » et développe en son sein une section dont la mission consiste exclusivement à réprimer les mouvements sociaux qu'ils soient ou non organisés ; c'est à dire à maintenir l'ordre « physique ». Les gardes mobiles sont plus que jamais en fonction à ce jour puisqu'ils ont reçu énormément de moyens matériels et humains au fil du temps : ils étaient 9 000 en 1950 et 18 300 en 1990 (Patrick Brunnetaux, *Maintenir l'ordre, presses de sciences po, 1996, p.162*). Répartis en permanence sur tout le territoire français, ils sont prêts à réprimer tout mécontentement qui chercherait à se faire entendre.

L'armée a donc toujours rempli cette fonction de maintien de l'ordre injuste établit. L'histoire des institutions françaises montre bien que les pouvoirs politique et économique ont simplement construit un tampon entre la grève et/ou la manifestation et la répression militaire par le feu. L'on peut dire finalement que c'est un « affinement » des techniques de répression et donc de domination qui s'exprime par une diminution de la violence lorsque des mouvements sociaux sont réprimés. Il s'agit en « tolérant » ces mouvements, c'est à dire en ne tirant pas immédiatement sur les insurgés, de reporter l'attaque militaire le plus tard possible. Mais certainement pas d'y renoncer. Mais l'armée n'a pas qu'un rôle physique à jouer, surtout avec cette nouvelle évolution de la doctrine répressive. Il est essentiel de faire remarquer son rôle idéologique à l'intérieur des frontières d'un Etat. Ce travail idéologique est certainement la principale fonction de l'armée en temps de paix internationale et sociale. Aujourd'hui, l'armée envahit les lycées, les panneaux publicitaires de nos rues, les écrans de télévisions, etc. et propage ses mensonges de paix, de voyages et « d'aventure » aux jeunes généra-

tions bien conscientes de n'avoir pour seul avenir que la violence sociale. Le plan Vigipirate qui consiste à mettre en place une présence militaire dans les rues intégrée aux patrouilles de police classiques, procède lui aussi d'idéologie. Au delà du fait que ce plan « d'urgence » a permis de dégager des forces humaines quasi-exclusivement consacrées à la chasse aux sans-papiers, il permet aussi de présenter l'armée comme « utile au Bien commun » tout en réduisant la définition de l'intérêt général à la sécurité physique (*Les différends gouvernements ont justifié la mise le place (1991) et le maintien du plan Vigipirate par la lutte anti-terroriste. Cependant ce plan était conçu et « gardé au chaud » depuis bien longtemps (1978).*). Double fumisterie puisqu'à ce jour, un militaire a déjà tiré une rafale dans les jambes d'un individu non-armé en pleine gare d'Austerlitz à Paris (*Cet événement s'est produit le mercredi 3 novembre 2004 au soir.*). Bref par cette politique de « défense », on habitue la population à la présence militaire autour d'elle, on banalise l'armée et le militarisme dans les consciences politiques.

...mais pas moins déterminée !

Incontestablement, Mai 68 en France aura démontré que ce retrait apparent de l'armée dans le traitement étatique des mouvements sociaux n'est que stratégique. En effet, face à la grève générale et à l'esprit séditieux montants que les moyens de répression interne spécifiques semblaient ne plus pouvoir freiner, le pouvoir politique a mobilisé à la fin du mois de mai la 501^{ème} division de blindés de l'armée française aux portes de Paris, dans la ville de Rambouillet (*Maurice Rajfus, Mai 68, sous les pavés la répression, Le cherche midi, 1998, p.18*). La violence sanguinaire anti-sociale de l'Etat si caractéristique du 19^{ème} siècle allait montrer à nouveau son visage. Si elle ne l'a pas fait, c'est que les sirènes électORALES se sont finalement montrées d'une efficacité bien supérieure (cette fois-ci !) à ramener les enfants au bercail. Plus récemment, en 1984 puis 1992, n'oublions pas que le gouvernement socialiste n'a pas hésité à faire intervenir l'armée pour mettre fin aux barrages routiers établis par les camionneurs.

Bref, les mouvements sociaux et la population en général auraient bien tord d'abandonner l'antimilitarisme au rayon des idées périmées. Comme si les privilégié-e-s avaient soudain perdu le sens de la défense de leurs intérêts.

A ce sujet, ayons à l'esprit qu'à chaque élection présidentielle les exploité-e-s qui se rendent aux urnes choisissent celui ou celle qui aura « l'honneur » d'être chef des armées, et donc chef de la répression en cas de révolte sérieuse. Ils choisissent également celui (le

même évidemment) qui aura le droit d'appliquer l'article 16 de la constitution française, à savoir de s'attribuer lui-même les pleins pouvoirs s'il estime que « les institutions de la République [...] sont menacées d'une manière grave et immédiate » (*Simon-Louis Formery, La constitution commentée article par article, Hachette supérieur, 2001, p.47*) !

Autre exemple révélateur : aujourd'hui chacun sait qu'un engagé dans l'armée française est incorporé loin de chez lui. Ce principe a été intégré au fonctionnement de l'armée française suite aux fraternisations de la troupe avec les insurgés que la hiérarchie lui demandait de réprimer. En effet, les militaires se trouvaient parfois face à leur propre famille, propres amis et souvent propre milieu social d'origine.

L'Etat comme appareil idéologique, veut nous faire avaler que l'armée « c'est la défense ». Oui, la défense. Mais la défense de quoi, la défense de qui ? En novembre 2004, nous constatons tous sur nos écrans de télévision de quelle défense il s'agit, même à l'extérieur du territoire national : en Côte d'Ivoire les forces françaises ont tiré à balles réelles par hélicoptère et au sol sur des manifestants non-armés. Elle a lâché sur et autour d'eux quelques 300 obus de 20 mm. Ces tirs auraient fait, selon les associations de défense des droits humains présentes sur place, une soixantaine de morts et plus d'un millier de blessés (*Ligue ivoirienne des droits de l'homme, Mouvement ivoirien des droits de l'homme, Fédération Internationale des Droits de l'Homme, Ligue des Droits de l'Homme, (... ?)*). Pas besoin de remonter jusqu'en 1968 où l'armée avait failli intervenir dans les rues de Paris. Elle intervient encore et toujours dans celles des capitales des soit-disant ex-colonies de l'Etat français.

Que le ministère se nomme « de la défense » plutôt que « de la guerre » n'est certainement pas un cadeau fait à celles et ceux qui luttent pour la justice sociale et la liberté. C'est bien plutôt de la part de la bourgeoisie une pirouette de langage, une ruse idéologique, un affinement de ses techniques de lutte de classes pour mieux assurer son avenir, soit, celui du capitalisme. Tâchons d'assurer le nôtre.

Alcime (Groupe de Montpellier)



Rendez-vous, Infos:

Toulouse, du 18 au 24 Avril
20 ans d'Antifa Radicale
Manifs, débats, concerts
Renseignez-vous

Samedi 9 Avril à Toulouse
Contre les prisons pour jeunes de 13 à 18
ans, pour l'éducation et la prévention,
Rassemblement à 10h30 au Capitole.

Infos et Analyses Libertaires, journal de la
Coordination des Groupes Anarchistes.

Directeur de la publication: Edward Sarboni.

Rédaction et administration:

C.E.S. BP 233

66002 Perpignan cedex.

ISSN 07514530.

Dépot légal 2^{ème} trimestre 2005.

N° 52- Mars 2005

Conception graphique : NONO et Jièmté

Quand B. Debré parle de " l'Anti-France "

" Toi qui n'as pas encore 20 ans et qui manifeste dans la rue, connais-tu véritablement cette réforme ? ". Le **député UDF** de Paris s'adresse au " jeune manifestant " dans le Figaro du 16 février 2005. " Toi qui n'as pas 20 ans, tu es une proie facile pour les syndicats politisés... Toi qui n'as pas 20 ans et qui manifeste dans la rue, quelle France veux-tu ? As-tu réfléchi un instant à ton métier, à ta destinée.... En refusant l'effort, tu te refuses à ton pays et à ta famille. En vérité, tu attends que d'autres puissent à l'avenir subvenir à tes besoins... Toi qui n'as pas 20 ans et qui vis en France, tu seras prêt si tu ne mesures pas chichement tes ambitions pour les porter au niveau de l'effort nécessaire pour que ton pays reste un pays fier et accueillant... Abandonne ces adultes syndiqués qui vivent déjà dans le passé, élance-toi dans l'avenir "

A propos de la prose de Monsieur Debré...

Monsieur **Bernard Debré**, Professeur dans un grand hôpital parisien, frère de **Jean-Louis Debré**, ci-devant Président U.M.P. de l'Assemblée Nationale, juge de profession, ancien Ministre de l'Intérieur, de tristes mémoires pour les Sans Papiers, fils de **Michel Debré**, qui fût le premier Premier Ministre de De Gaulle, fondateur de la Constitution de la Vème République⁽¹⁾, Bernard donc ne manque pas de culot.

Lui que la vie a gâté, fils de..., frère de..., de la " haute " lui-même, vient donner la leçon à des jeunes qu'il suppose, a priori, ignorants de la " réforme ", qu'il pressent comme des proies faciles pour les " syndicalistes politisés, dépassés " et ringards...

Ce journal aborde des thèmes qui vous intéressent, vous souhaitez soutenir la Coordination des Groupes Anarchiste, faites nous le savoir en demandant 3 N° gratuits, ou en vous abonnant à 6 N° pour un an, au prix de 15 Euros. Si une version informatique vous convient mieux, fournir une adresse électronique. Remplir le formulaire ci-dessous et l'envoyer au secretariat (adresse ci-contre)

Nom:	Prénom:
Adresse:	
Code postal:	Ville:
Souhaite recevoir 3 N° Infos & Analyses libertaires gratuits	Envoyer un courrier avec 3 enveloppes format A5 comportant votre adresse et timbrées à 0,64€.
Souhaite s'abonner pour un an	Joindre un chèque de 15 Euros.
Souhaite recevoir Infos & Analyses libertaires par mail.	Email:

Alors **Monsieur Debré**, avez-vous réfléchi à cette France inégalitaire que les politiciens de tous bords et vous-même offrent à cette jeunesse ? Pensez-vous que la destinée de ces dizaines de milliers de jeunes sera comparable à celle de votre père, de votre frère, à la vôtre ? Ne seront-ils pas plutôt les futurs chômeurs ou les futurs exclus que vos systèmes respectifs fabriquent à tours de bras ?

Ces jeunes n'attendent pas que d'autres, à leur place puissent subvenir à leur besoin...!

Ils sont suffisamment conscients pour savoir que, malgré tous les efforts qu'ils pourraient faire, **leur futur** sera fait de privations, de galères, de l'exclusion du banquet de la vie, au seul profit de la bourgeoisie et de " la nomenklatura " que vous représentez si bien...

Alors quand vous vous permettez de leur conseiller d'abandonner ces adultes syndiqués qui vivent dans le passé, nous leur conseillons plutôt de **venir réveiller ces mêmes adultes**, passablement endormis par vos discours lénifiants, pour qu'ensemble on vous foute, à vous et à vos pareils (les Seillères et Cie...), un immense coup de pied au cul, salvateur et libertaire.

Nous pourrons enfin construire, sur les ruines de votre goulag libéral et inégalitaire, **une société** où les jeunes de moins de 20 ans pourront mettre à contribution leur **créativité** et leurs **ambitions collectives**, dès lors que cette **société** sera débarrassée de **l'exploitation capitaliste** et de **l'aliénation** étatique.

Nous appelons tous ces jeunes à se méfier de toutes les récupérations politiciennes auxquelles ils sont évidemment confrontés. Votre contribution à les " conseiller ", Monsieur Debré, représente l'une de ces récupérations...

Aussi, nous leur disons qu'il est nécessaire **d'auto-organiser leurs luttes**, loin des sirènes politiciennes qui viennent d'un bord ou d'un autre leur conseiller de mettre à intervalles réguliers un bulletin de vote dans l'urne ... et les incitent par ailleurs à fermer leurs gueules le reste du temps !

(1) Il hérita du pseudonyme de Michou la colère car, au temps de la guerre d'Algérie, il tenait une rubrique de presse " le courrier de la colère " dans laquelle il se laissait aller à son penchant pour l'Algérie française... Les étudiants protestataires en colère l'affublèrent, plus tard, d'un entonnoir en guise de chapeau...

Guerre humanitaire

La terrible catastrophe naturelle qui a balayé les côtes indiennes et l'Asie du Sud-est a été l'occasion de remettre sur le devant de la scène des militaires américains en campagne... humanitaire. Condoleeza Rice s'est empressée alors de déclarer, sans la moindre retenue, que le tsunami était une formidable occasion de montrer le bon coté des corps expéditionnaires US. Quelle plus belle publicité, en effet, que celle faite à ceux qui, patrouillant constamment dans toutes les mers du globe, ont pu utiliser une partie de leurs moyens colossaux pour venir en aide aux populations sinistrées. On constate une fois de plus que les moyens matériels et humains des organismes civils d'assistance et de secours aux populations sont sans commune mesure comparés à ceux dont disposent les forces armées partout où il y en a.

Que ce soit sous la bannière des États-Unis d'Amérique ou celle de l'ONU on ne compte plus, ces dernières années, les interventions militaires affichant leur vocation humanitaro-pacificatrice.

Un temps on aurait pu se dire que la guerre froide étant terminée, la machine militaire pourrait utilement se redéployer dans des missions de sécurité civile ou de maintien de la paix. Les interventions des bérêts bleus, en Yougoslavie notamment, ont montré les limites de l'exercice du maintien ou de l'imposition de la paix par les armes. Quant aux missions de sécurité civile elles restent exceptionnelles et anecdotiques. Elles sont par ailleurs le plus souvent subordonnées à des intérêts politiques et géostratégiques, en d'autres termes à des intérêts d'ordre économiques et... militaires.

Partout dans le monde les forces armées continuent de remplir leur mission première : le maintien de l'ordre. Dans le meilleur des cas par la dissuasion et quand cela ne suffit pas par la guerre.

Il suffit de s'intéresser un tant soit peu à l'actualité internationale pour constater que la guerre intérieure ou celle avec le camp d'en face est le lot quotidien de

millions d'hommes et de femmes qui n'ont rien à y gagner.

L'humanité n'en finit pas de sortir de la logique écrasante de la loi du plus fort, celle d'une minorité de dominants sur une majorité de dominés. Cette humanité qui est capable d'envoyer des vaisseaux interplanétaires explorer les confins du système solaire se comporte comme si elle n'avait pas inventé la philosophie...

En France, depuis l'abolition de la conscription, les campagnes de publicité des armées obligées d'attirer des volontaires sont axées sur l'aventure, la technologie et aussi l'humanitaire. Bien entendu il n'est jamais question de ce pourquoi les armées sont organisées et formées : être capable de tuer et de détruire avec un maximum d'efficacité les ennemis désignés et leurs infrastructures afin d'assurer la domination de leurs commanditaires.

La professionnalisation des armées a eu pour effet de rendre la chose militaire à la fois banale et lointaine. L'armée en viendra presque à être considérée comme un " service public " comme un autre, à consommer en cas de besoin...

Les anarchistes, parce qu'ils sont opposés à toute forme de logique autoritariste et dominatrice ont toujours exprimé un antimilitarisme politique en cohérence avec leur engagement pour la construction d'un monde meilleur. Face aux expéditions guerrières sans fin il y a toujours et encore nécessité à se lever contre le militarisme et en particulier contre le lobby militaro-industriel.

Ces derniers temps on a pu voir un capitaine d'hypermarché récupérer des slogans de 68 pour se faire de la pub, il y a cependant un slogan qui aura du mal à être dévoyé tant il ne laisse planer aucune ambiguïté : c'est le " A bas toutes les armées ! " que nous continuerons à clamer tant qu'il y aura des généraux pour sonner la charge.

De tout temps et en tout lieu, l'armée bourreau du peuple !

JV, Toulouse mars 2005

Pour contacter la Coordination des groupes anarchistes:

Site Internet: <http://www.c-g-a.org/public/>

Courrier électronique: secretariat@c-g-a.org

La CGA à Montpellier Secrétariat Groupe Un Autre Futur 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER (permanences le samedi de 14h à 19h)	La CGA à Toulouse Groupe Albert Camus 36, Rue de Cugnaux 31300 TOULOUSE (permanences le Jeudi de 18h à 20h)
La CGA à Perpignan Groupe Puig Antich 2, rue Théodore Guiter 66002 PERPIGNAN CEDEX Permanence tous les samedis de 15 à 19 heures en hiver et de 17 à 19 heures en été	La CGA à Auch Groupe Les Fédérés c/o Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER
La CGA dans le Capcir Groupe Mata Negra c/o Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER	La CGA dans l'Aude Liaison Aude C/O Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER
La CGA dans les bouches du Rhône Liaison Bouches du Rhône C/O Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER	La CGA à Béziers liaison Beziers c/o Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER